

SEUL

Syndicat Etudiant Unitaire et Laïque

**Non à la multiplication des enseignants précaires en
Afrique !**

**A bas la politique du FMI, de l'OMC et de la
Banque mondiale !**

La casse de l'éducation publique et les attaques contre les statuts de fonctionnaires des enseignants ne sont pas uniquement menées dans en France ou en Europe. Le continent africain est directement touché par ce mouvement, afin de répondre aux exigences posées par l'ONU en 2000 dans le cadre des Objectifs du millénaire pour le développement. Comme cela se passe actuellement en France avec la masterisation, les différents gouvernements ont mis en place des filières parallèles permettant de contourner les concours organisés par les ministères, dont le nombre de places est insuffisant. Les candidats au métier d'enseignant obtiennent le droit de se présenter directement dans les écoles pour y obtenir un poste, sous condition de détenir au moins un diplôme : bac, brevet ou CAP. Au départ mises en place pour "limiter les disparités territoriales" et le manque d'enseignants en milieu rural, ces filières sont vite devenues la règle. Au Mali et au Sénégal, états qui ont tout deux récemment connus des mouvements de grève de très grande ampleur de la part du corps enseignant, le nombre de contractuels dépasse celui des enseignants fonctionnaires au plus grand bénéfice de l'Etat qui économise de substantielles sommes en embauchant au rabais et de manière aléatoire les candidats. Economie et rentabilité contre qualité de l'enseignement, des savoirs et égalité devant les programmes et les contenus, tel est l'enjeu des mouvements de mobilisations qui parcourent le monde depuis quelques années.

Conséquence directe de la politique de la Banque mondiale et du FMI dans les années 1990, les politiques d'ajustement structurel (PAS) ont conduit à décentraliser et à déconcentrer un certain nombre de décisions dont celle du recrutement des maîtres qui est passée de l'échelon national à celui des localités, avec toutes les disparités que cela suppose. Comme cela est le cas aujourd'hui en France avec les récentes décentralisations, les transferts de compétences n'ont pas été accompagné d'un transfert de ressources financières suffisantes, poussant les collectivités locales à recourir massivement aux contractuels. L'exemple du Mali, qui mène sa politique de décentralisation depuis 2003, est particulièrement frappant. Ces mêmes politiques ont imposé l'austérité budgétaire, ont coupé les financements des ministères de l'éducation, ont fermé des Ecoles normales, ont supprimé des postes de fonctionnaires en mettant en retraite anticipée des enseignants qualifiés.

Aujourd'hui plus que jamais nous ressentons tous, élèves, enseignants, personnels, la nécessité de lutter contre la dégradation de nos conditions d'études et de travail, de lutter contre la destruction et la privatisation de l'enseignement public. Appauvrissement des contenus et des savoirs, précarisation, manque de moyens chroniques, sélection, rentabilisation, tout cela pour le plus grand bénéfice des entreprises privées qui exploitent et pillent le continent africain et que l'on retrouve dans nos conseils d'administration en France. Les solutions existent : la titularisation de l'ensemble des personnels contractuels coûterait 8 milliards par an, une goutte d'eau face aux milliers de milliards de dollars injectés dans les banques et le système financier, une goutte d'eau face aux 3 000 milliards de dollars que coûte au bas mot la guerre en Irak pour les USA. Assez de l'hypocrisie et des mensonges de nos gouvernements ! Face aux attaques de l'OMC, du FMI ou de la banque mondiale, un seul mot d'ordre : Unité !

**Pour la titularisation de l'ensemble des personnels !
Contre les politiques de rentabilisation et de privatisation
du FMI, de l'OMC et de la banque mondiale !**

Pour une éducation publique, laïque et gratuite pour tous ! Solidarité internationale !

<http://www.fseul.free.fr>